UN GLISSEMENT DE TERRAIN SUR LA ROCADE SUD FAIT 11 BLESSÉS

Panique à Ben Aknoun

Panique à Ben Aknoun. Vendredi soir, vers les coups de 21h, un glissement de terrain au niveau de la rocade sud Ben Aknoun-Zéralda a fait précipiter dans un gouffre pas moins de cinq voitures et suite à quoi, onze personnes ont été blessées.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Le bilan définitif de l'affaissement de terrain survenu vendredi soir à Ben Aknoun est de onze blessés (6 hommes et 5 femmes)», a affirmé à l'APS le colonel Farouk Achour.

L'affaissement de terrain a provoqué un fossé d'une profondeur de 4 mètres et d'une largeur de six mètres. Il a indiqué en outre que les services de sécurité ont pris les mesures nécessaires pour organiser la circulation routière suite à cet incident.

Dans une déclaration, hier matin, à la Radio Chaîne 3, le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemaâ Talai, a indiqué que l'urgent est de rouvrir le tronçon accidenté à la circulation, ce qui devrait être fait en fin de journée d'hier.

Quant aux réparations sur le collecteur des eaux usées, cela prendrait près de trois semaines, a encore expliqué M. Talai.

Dans une autre déclaration à *TSA*, Boudjemaâ Talai a indiqué qu'il «s'agit d'une canalisation d'eau pluviale qui a rompu, les travaux sont à proximité de l'endroit où ça s'est effondré. La pression de l'eau a cassé la conduite ce qui a accéléré l'effondrement.

«C'est quelque chose qui arrive. L'essentiel est de réparer ça rapidement», a encore noté Talai qui insiste sur les échéances qu'il a données et que les travaux devaient être achevés «même tard dans la nuit» pour que les automobilistes puissent à nouveau rouler dès aujourd'hui. «L'essentiel est que l'autoroute soit opérationnelle demain matin», a souligné Boudjemaâ Talai.

Photo : Samir Sid

L'affaissement a provoqué un fossé d'une profondeur de 4 mètres.

«Il s'agit de l'effondrement d'un ancien collecteur d'assainissement suite aux fortes pluies qu'a connues Alger cette semaine», nous a déclaré, pour sa part, Abderrahmane Rahmani, directeur des travaux publics de la wilaya d'Alger, précisant que le trou est de 10 mètres de profondeur. «Les services de l'hydraulique sont en train de combler le collecteur, ensuite nos services des travaux publics interviendront, une fois les eaux pompées, pour remblayer la voûte», ajoute-t-il, précisant que des mesures nécessaires ont été prises pour organiser la circulation routière suite à cet incident.

Les citoyens qui ont accouru sur le lieu du drame décrivent des scènes dignes des films hollywoodiens.

Des vidéos et des photos de l'accident se sont vite propagées sur le net quelques instants après sa survenue. Sur la toile, les commentaires fusent. «Il est grand temps de demander des comptes à tout le monde, il n'y a pas que la vitesse qui tue. Où allons-nous comme ça ?», écrit un internaute vite repris par un autre : «C'est le résultat du travail de bricolage en matière de bitumage des routes.»

L'accident a créé beaucoup de contraintes aux automobilistes. «Impossible d'entrer ou sortir de Ben Aknoun», relate un automobiliste.

Y. D.

DROITS DES ENFANTS EN ALGÉRIE

Loin des standards internationaux

Si le pays a énormément investi dans les droits principaux des enfants en matière notamment de scolarité et de santé dont l'accès est gratuit, et ce, depuis le recouvrement de son indépendance, il n'en demeure pas moins que de grands efforts restent à consentir, pour les mettre aux standards internationaux.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Ce qui ne saurait se concrétiser sans la levée des nombreuses réserves notées par le comité international des droits de l'enfant en 2012, relève le président du réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant, Nada.

Abderrahmane Arrar qui s'exprimait, hier samedi, au forum du quotidien *El Moudjahid* à l'occasion de la célébration, aujourd'hui, de la Journée internationale des droits de l'enfant.

Des réserves sous forme de recommandations dont certaines ont été levées avec, notamment la mise en place en 2015 d'un code de protection de l'enfant qui englobe toutes les mesures juridiques y afférentes, celle d'un délégué national à l'effet de coordonner les activités relatives à l'application de la convention internationale des droits des enfants ratifiée par l'Algérie, la mise en conformité de la commission nationale consultative de promotion des droits de l'homme avec les principes de Paris qui incluent les droits des enfants … Autant d'avances qui pêchent, selon le conférencier, par un manque criant en termes de «mécanismes d'application, 13 décrets d'application du nouveau code de protection de l'enfance attendent toujours leur publication», qui doivent, par ailleurs, «figurer» dans le rapport alternatif que les pouvoirs publics doivent présenter en 2018.

Photo : DR

Les enfants victimes de nombreuses violences.

Pour Arrar, au-delà de la gratuité des soins et de l'éducation, c'est la problématique de leur qualité qui se pose, le pays accuse en la matière un «grand retard» avec, a-t-il noté, un manque terrible en matière de «loisirs de proximité». Ce qui, a-t-il expliqué, engendre davantage de pression sur les familles lors des week-ends et des vacances scolaires.

«Un capital de loisirs très important dans la lutte contre la violence», sous toutes ses facettes qui fait ravage parmi la frange vulnérable des enfants, a estimé le président du réseau Nada pour qui ce «fléau» constitue le nœud gordien dans la lutte pour les droits des enfants. Et pour cause, ils sont, selon Arrar, entre 11 000 et 13 000 enfants à être annuellement en conflit avec la loi, impliqués qu'ils sont dans divers délits (vols, consommation de drogue, agressions, …), 500 000 enfants à ne pas suivre le cursus scolaire pour diverses raisons, sans compter les innombrables cas de violences sexuelles faite aux enfants.

Plaidant pour une «proximité avec l'enfant» de la cellule familiale, le président du réseau Nada a souhaité l'évaluation du plan national de l'enfance avant l'adoption d'un autre allant de 2018 à l'horizon 2021, la nécessité d'une stratégie nationale concernant les agressions sexuelles, la promulgation d'une loi régissant le système d'alerte et de signalement mis en place dernièrement et d'une autre sur les demandeurs d'asile et des réfugiés.

Arrar a également recommandé le renforcement des mesures d'accompagnement des enfants bénéficiant de la kafala.

M. K.

DIABÈTE

Une journée de sensibilisation et de dépistage à Alger

Le Jardin d'Essai d'El-Hamma, à Alger, a abrité, hier, une journée portes ouvertes de sensibilisation et de dépistage du diabète. Un cadre enchanteur pour attirer le grand public, surtout en ce jour de repos.

C'est justement en plein milieu de la nature que quatre chapiteaux ont été érigés pour la journée portes ouvertes de sensibilisation et de dépistage du diabète. Le premier a été dédié à la mesure de l'indice de masse corporelle (IMC) (poids corporel et taille), le second à la mesure de la tension artérielle et le troisième à la mesure de la glycémie. Le quatrième chapiteau, quant à lui, a été réservé pour les conseils diététiques et le régime alimentaire à suivre. Des conseils dispensés par des diabétologues et autres diététiciens.

Prise par l'association de diabétiques de la wilaya d'Alger et le Club Medsa Al Jazaïr, en partenariat avec le groupe Saidal, cette initiative intervient à l'occasion de la Journée mondiale du diabète. Des dizaines de jeunes étudiants en médecine ont été mobilisés pour assurer la «sensibilisation mobile». Vêtus de t-shirt blanc et de casquette verte, à l'effigie du sponsor (Groupe Saidal), ils sillonnent les allées du Jardin d'Essai d'El-Hamma tout en distribuant aux passants des formulaires et prospectus sur la maladie du diabète. «Ces étudiants font partie du groupe des 165 étudiants en médecine ayant bénéficié d'une formation sur le diabète, ses types, ses aggravations et les méthodes d'approche pour la sensibilisation», explique Nabil Guerboukha, responsable de la santé publique à Medsa Al Jazaïr, un club scientifique de la Faculté de médecine d'Alger, créé en 2015. Une formation précise-t-il, dispensée par un professeur en endocrinologie et un maître-assistant en diabétologie, le 12 novembre dernier à la Faculté d'Alger. A l'issue de cette journée, des cas de diabétiques seront certainement détectés mais quel sera leur sort ? «Les cas détectés seront automatiquement orientés vers les structures spécialisées», répond le président de l'association de diabétiques de la wilaya d'Alger, Fayçal Ouhadda. D'ailleurs, poursuit-il, «nous ne sommes pas à notre première opération. Cette journée s'inscrit dans le cadre d'une caravane de dépistage du diabète lancée en début d'année et qui se poursuivra jusqu'à la fin 2016. Aujourd'hui, nous sommes à la quatrième initiative».

De son côté, la directrice de la communication du groupe Saidal, Chabouni Amel, souligne que cette journée a pour objectif de sensibiliser et d'informer le grand public sur la maladie du diabète et ses conséquences. Elle rappelle que l'entreprise dispose d'une gamme complète d'antidiabétiques oraux (ADO). «La stratégie du Groupe Saidal est de promouvoir en priorité la gamme de diabétologie et de cardiologie afin de répondre aux besoins des malades», dit-elle.

Rym Nasri